

Publié dans la Revue *Confluences*, n° 91, automne 2014, Paris (revue publiée par l'Institut de recherche et d'étude Méditerranée Moyen-Orient (iReMMO))

Le scandale permanent de l'instrumentalisation des identités ethniques et religieuses au Proche-Orient

par Georges Corm

Evoquer la paix au Proche-Orient apparaît aujourd'hui comme une aimable rêverie, détachée de la froide réalité des violences de plus en plus généralisées dans cette malheureuse région du monde au centre de laquelle se trouve la Palestine. Cette région autrefois si paisible, appelée du nom poétique de Levant, faisait l'objet de nombreux voyages et pèlerinages entrepris par des poètes, des hommes de lettres, des hommes politiques en provenance d'Europe. Ils venaient alors se ressourcer dans cet Orient mystique et paisible, terre sainte des trois religions monothéistes. Lord Byron, Chateaubriand, Lamartine et Gérard de Nerval, pour ne citer qu'eux, nous ont ainsi laissé de magnifiques récits de voyage, décrivant ce monde d'une diversité ethnique et religieuse vécue paisiblement à l'ombre des magnifiques vestiges archéologiques laissés par les grandes civilisations disparues. Des milliers de très belles lithographies nous ont gardé le souvenir de la beauté et de la tranquillité des lieux dans ces contrées autrefois paisibles.

Aujourd'hui, ce monde est mort, déchiré par des violences en série ouvertes par l'expédition de Napoléon Bonaparte en Egypte en 1798, suivies de la féroce rivalité coloniale entre la France et l'Angleterre tout au long du XIX^e siècle. Cette rivalité entraîne l'effondrement de l'empire Ottoman, désigné comme « l'homme malade de l'Europe », après que chaque puissance coloniale européenne se soit emparée progressivement de divers territoires (Algérie, Tunisie, Egypte) ou étendu leur influence hégémonique sur diverses communautés religieuses, comme au Liban ou ailleurs dans les provinces balkaniques et arabes de cet empire agonisant.

L'instrumentalisation des identités ethniques et religieuses est ainsi devenue une politique majeure des puissances coloniales pour étendre leur domination sur l'Est de la Méditerranée, région devenue hautement stratégique dans le contexte du XIX^e siècle finissant et du XX^e siècle. En effet, elle est un carrefour géographique d'importance stratégique majeure, entre trois continents, que l'ouverture du Canal de Suez n'a fait qu'augmenter. Par ailleurs, elle est aussi devenue un réservoir d'énergie à bon marché, vital pour la prospérité des économies européennes. Enfin, elle est la source des trois monothéismes, juif, chrétien et musulman. Comment dans ces conditions ne pas les instrumentaliser au profit de l'extension de la domination coloniale européenne et, aujourd'hui à celle des Etats-Unis et de ses alliés privilégiés dans la région (Israël, Turquie, Arabie saoudite).

Au demeurant, il n'est pas indifférent de rappeler que l'idée de ramener les Européens de confession juive en Palestine, bien avant que naisse le Mouvement sioniste en 1897, a été

celle de Napoléon, puis celle de la diplomatie britannique. De plus, Napoléon a tenté de flatter l'Islam et de se présenter comme musulman pour entraîner l'adhésion de la population égyptienne à son entreprise de conquête du Levant. Quelques décennies après, un consul britannique en poste à Beyrouth en 1840, au moment où éclatent les troubles entre Druzes et Maronites au Mont-Liban – troubles qui ne furent que le résultat de la rivalité franco-anglaise et des ambitions des féodaux locaux de ces deux communautés - , écrit au Foreign Office pour demander que le gouvernement anglais œuvre activement pour convaincre la communauté juive d'Angleterre d'aller s'établir en Palestine. Il craint, en effet, l'influence grandissante de la France au Levant, alliée des dirigeants de la communauté chrétienne maronite, ce qui lui procure un point d'appui important pour son expansion au Levant, voire dans l'avenir un Etat « chrétien » à sa dévotion. Pour contrarier cette extension de la puissance française, la Grande Bretagne devrait disposer à son tour dans cette région d'une communauté religieuse à sa dévotion, celle de britanniques de confession juive.

D'où la Déclaration de Balfour, quelques décennies plus tard, en 1917 au cours de la Grande Guerre 1914-1918, qui promet la création d'un « foyer national juif » en Palestine, notion inconnue du droit international, mais qui sera cependant inscrite dans le mandat donné par la Société des Nations à la Grande Bretagne sur la Palestine. C'est la montée de l'antisémitisme en Europe et la folie du nazisme qui seront les facteurs les plus déterminants dans la concrétisation de ce projet dont l'origine se trouve en fait dans les rivalités coloniales franco-britanniques au Levant et l'instrumentalisation des communautés religieuses de la région.

Rappelons d'ailleurs ici les promesses fallacieuses de la France et de l'Angleterre faites aux très nombreux Arméniens de l'Empire ottoman de créer un Etat arménien, sitôt l'empire effondré. Promesses non tenues, ce qui a entraîné le génocide arménien et un déplacement forcé massif de population arménienne vers les pays arabes voisins (notamment Liban et Syrie), en sus de l'émigration vers l'Europe. Il en sera de même pour Kurdes, mais aussi les Assyriens de l'empire Ottoman, à qui avait été promise aussi une autonomie devant mener à l'indépendance.

Bien plus, le prétendu appui aux communautés chrétiennes du Levant n'aura été en fait qu'un instrument commode pour s'immiscer dans les affaires de l'empire Ottoman décadent, en vue de son dépècement au profit de la France et de l'Angleterre. N'est-ce pas d'ailleurs la France qui en 1939 cèdera à la Turquie, pour prix de sa neutralité en cas de nouveau conflit avec l'Allemagne, le plus haut lieu mémoriel de l'histoire du christianisme naissant, la ville d'Antioche et ses environs où ont été fondées et institutionnalisées les toutes premières églises. Cette région (dite Sandjak d'Alexandrette) faisait en principe partie intégrante de la Syrie dont la France était puissance mandataire et avait donc le devoir de veiller à son intégrité territoriale, honteusement bafouée dans ce cas. Pourtant, combien la France s'était-elle gargarisée d'être la fille aînée de l'Eglise et la « protectrice » des « Chrétiens d'Orient » !

Du côté du « foyer national juif », la création de l'Etat d'Israël entraînera la guerre de 1948 (et son cortège de destructions de villages palestiniens, de réfugiés et déplacés

forcés), puis celle de 1956 contre l’Egypte, celles de 1967 (entraînant un afflux de nouveaux réfugiés) et de 1973, en sus de la double invasion israélienne du Liban, partielle sur une partie du sud du Liban en 1978 (qui va durer jusqu’en 2000), puis celle de 1982 qui aboutit au martyre de la capitale libanaise où pénètre l’armée israélienne après deux mois et demi de bombardements intensifs par terre, par mer et par air, faisant des milliers de victimes innocentes dans la population civile palestinienne et libanaise. En 2000, sous les coups de l’active résistance à la permanence de l’occupation d’une partie du sud du Liban que mène le Hezbollah, l’armée israélienne se décide enfin à évacuer – et sans contrepartie cette fois – le territoire libanais qu’elle occupe depuis 22 ans en infraction aux résolutions des Nations Unies qui lui a intimé l’ordre d’évacuer ce territoire dès son invasion de 1978. En 2006, à la suite d’un incident de frontière entre le Hezbollah et l’armée israélienne qui aboutit à l’enlèvement de deux soldats israéliens, le Liban subit à nouveau 33 jours de bombardements intensifs concentrés sur le sud du Liban, la banlieue sud de Beyrouth et la Bekaa, dans l’espoir d’annihiler le mouvement de la résistance libanaise.

Par ailleurs, et bien que la condition faite aux Palestiniens dans les territoires qu’occupe et que colonise l’Etat d’Israël soit totalement inacceptable aux yeux du droit international et du droit humanitaire, cette situation perdure de façon scandaleuse. L’Etat d’Israël continue de jouir du plus grand respect des gouvernements démocratiques occidentaux.

On peut réaliser ici le changement majeur intervenu dans le climat international lorsque l’on pense aux pressions morales diverses et aux sanctions, prises par les démocraties occidentales et les pays du tiers monde, qui avaient frappé le gouvernement de la minorité européenne d’Afrique du Sud qui opprimait les habitants africains de ce territoire. C’est largement grâce à ces pressions que le gouvernement sud-africain a changé de politique, libéré Nelson Mandela et établi une démocratie incluant cette fois la majorité africaine d’origine, jusque là opprimée, appauvrie et marginalisée.

Tout autre a été l’attitude des puissances démocratiques envers la Palestine. Depuis les accords d’Oslo signés entre Israël et l’OLP en 1993, s’est installé un interminable « processus de paix » totalement asymétrique entre les deux parties, l’une disposant d’une force militaire, économique et technologique peu commune pour un Etat de cette petite dimension territoriale et démographique et l’autre dénuée de toute capacité pouvant permettre des concessions de la partie occupante. La continuation du processus est devenu l’objectif des puissances européennes et des Etats-Unis, se substituant ainsi au fil des années à la paix elle-même, qui n’est évidemment pas intervenue dans ces circonstances de déséquilibre entre l’Autorité palestinienne et l’Etat d’Israël.

A l’abri de cet état des choses, la colonisation de peuplement israélienne a pu continuer sans entraves sur les territoires palestiniens. Un mur de séparation a été construit à partir du début des années 2000 afin de protéger les colonies de peuplement juives, diminuant encore plus l’espace des Palestiniens et les enfermant dans une prison collective. La Cour internationale de justice a condamné la construction de ce mur comme contraire au droit international, sans que cependant cette décision ne dissuade le gouvernement d’arrêter cet emprisonnement collectif de la population indigène. Le développement de la colonisation

rend tout à fait illusoire la possibilité de créer un Etat palestinien et les négociations illusoires de paix qui durent depuis 1993 ne sont plus qu'un écran de fumée qui tente de voiler la dure réalité d'une occupation et d'une colonisation qui ôte à la population palestinienne toute perspective de libération et de retour à une vie digne et normale.

Une autre source de violences au Moyen-Orient se trouve dans les guerres qui ont suivi la révolution iranienne de 1979. L'Irak, alors alliée des Etats-Unis et des monarchies pétrolières de la Péninsule arabique, se laisse entraîner à envahir l'Iran pour le compte de ces dernières, à la grande satisfaction des puissances occidentales. S'ensuivra une guerre dévastatrice de huit ans (1980-1988), puis l'invasion de Koweït par l'Irak en 1990. Une formidable armada est levée par les Etats-Unis pour libérer l'émirat pétrolier en 1991. Désormais, la population de l'Irak est soumise à un embargo implacable qui l'entraîne dans une déchéance socio-économique totale puis, en 2003, elle subit une invasion américaine suivie de plusieurs années d'occupation. L'occupant met en œuvre une politique qui attise des rivalités communautaires entre sunnites, chiïtes et kurdes. Ceci crée un état de guerre civile larvée entre sunnites et chiïtes qui a pris aujourd'hui des dimensions catastrophiques. A ceci s'ajoute les interventions turques, européennes, américaines, saoudienne et celle du Qatar dans les affaires de la Syrie voisine, ce qui entraîne une situation sanglante dans ce pays aussi. Cependant qu'en Libye, l'intervention musclée de l'OTAN au nom des droits de l'homme et pour accélérer le départ de Khaddafi a entraîné une désintégration de ce pays.

Il est donc grand temps que cessent toutes ces politiques de la canonnière qui renouent avec les plus détestables politiques coloniales violentes, mais aussi que cesse l'exploitation éhontée des identités religieuses et ethniques qui les ont toujours accompagnées, notamment dans les Balkans et au Levant. Enfermer les individus dans des prisons religieuses ou ethniques, c'est leur dénier le droit d'accession à une humanité pleine et entière, à une individualité qui ne soit pas prisonnière d'origines identitaires qu'ils n'ont pas choisi. Ces origines, outre l'imaginaire qui les a construit, souvent artificiellement, ne peuvent en faire une catégorie à part de la grande famille humaine. Cette construction des identités a toujours été exploitée à des fins de pouvoir et de domination et aucune identité ne saurait se prétendre supérieure aux autres et avoir droit à un traitement différencié du reste de l'humanité.

Au Levant qui a toujours été une terre de pluralisme ethnique et religieux où des communautés aux langues et aux religions différentes ont le plus souvent connu de longs siècles de vie commune sur les mêmes terroirs, ce qui arrive depuis deux cents ans lamine cette pluralité de façon de plus en plus accélérée. Ceci se réalise au nom d'idéologies identitaires fermées et meurtrières forgées par les ambitions hégémoniques de puissances régionales et internationales qui se servent des ambitions de nouveaux chefs locaux assoiffés de pouvoir. Les droits des communautés sont depuis longtemps devenus une machine à éliminer les droits de l'homme à la liberté et l'épanouissement hors du cadre communautaire étriqué, de caractère carcéral sur le plan de la liberté individuelle, mais aussi sur le plan des règles élémentaires de l'éthique et de la morale. De la Palestine, au Liban et à la Syrie, mais aussi à l'Irak ou à l'Egypte, nous sommes en face de

communautés aliénées par la géopolitique cynique des puissances et l'opportunisme de chefs locaux à la recherche d'un rôle à jouer sur cette scène moyen-orientale.

Nous sommes en ce début du XXI^e siècle face à des monothéismes en folie, exploités et surexploités dans la géopolitique de cette région stratégique du monde. Il est probablement temps pour tous les hommes de bonne volonté, qui souhaitent ardemment la paix en ces lieux si pleins « d'histoire sainte » des trois monothéismes, d'affirmer haut et clair : j'ai cessé d'être un judéo-chrétien ou un sioniste chrétien ou un juif « politiquement correct » et aligné, ou un arabo-musulman ou un musulman sunnite ou chiite tout aussi « politiquement correct » ou bien encore d'être druze ou maronite ou kurde ou turcoman ou assyrien ; pour affirmer enfin que nous sommes tous les enfants d'une même humanité et de son créateur quel qu'il soit. D'affirmer de plus qu'il est criminel d'opprimer, d'emprisonner, ou de tuer un être humain par ce qu'il appartient de par sa naissance à telle ou telle communauté ethnique ou religieuse. D'affirmer que la Palestine ne saurait être la propriété foncière exclusive d'un seul des trois monothéismes concernés par ses lieux saints et qu'aucun territoire ou qu'il soit situé - ou qu'aucune histoire ethnique, communautaire ou religieuse - ne peut justifier qu'on en expulse une partie de la population qui n'appartiendrait à la communauté ou à l'ethnie dominante.

Tant que ce sursaut n'aura pas lieu, l'oppression et les violences ne feront que continuer de s'étendre dans cette région si tourmentée du monde.